

# La construction de colonies illégales par Israël a plus que doublé en 2018

26 septembre 2018



## ***Augmentation des colonies israéliennes en Palestine – Dessin [Sabaaneh/MiddleEastMonitor]***

Le taux de construction dans les colonies illégales d'Israël en Cisjordanie occupée a plus que doublé au deuxième trimestre de 2018.

Selon les données publiées par le Bureau Central des Statistiques (CBS) d'Israël, Israël a commencé à construire 794 habitations en Cisjordanie occupée au deuxième trimestre de 2018. Ce chiffre a presque doublé par rapport à celui du premier trimestre où avait commencé la construction de 279 logements. Le chiffre de cette année est aussi plus élevé que celui de la même période en 2017, démontrant une augmentation de la vitesse de la colonisation illégale par Israël sur la terre palestinienne.

Cette augmentation chaque année de la colonisation illégale israélienne est par ailleurs significative au vu de la baisse de construction dans beaucoup de zones d'Israël à l'intérieur de la Ligne Verte. Les taux de construction ont diminués en Israël, au nord comme au sud, ainsi qu'à Haïfa si on les compare avec la même période en 2017. Jérusalem a vu d'autre part une augmentation des constructions, en dépit du fait que les Palestiniens de Jérusalem se voient régulièrement refuser des permis de construire de maisons dans les zones palestiniennes de la ville.

Bien que les colonies aient été qualifiées de « question de statut définitif » d'après les Accords d'Oslo en 1992, Israël a poursuivi avec constance, dans les 25 ans qui ont suivi, une politique de colonisation de la Cisjordanie occupée. En 1992, il y avait approximativement 105.000 colons israéliens illégaux, selon les données de l'ONG La Paix Maintenant. En 2017, La Paix Maintenant a estimé qu'il y avait plus de 413.000 colons israéliens illégaux, chiffre presque quadruplé.

En septembre, les Nations Unies ont tancé Israël pour n'avoir rien fait pour arrêter la construction de colonies.

S'exprimant à une réunion du Conseil de Sécurité, le Coordinateur Spécial pour le Moyen Orient Nickolay Mladenov a expliqué que 2.800 unités de logement de Cisjordanie avaient récemment été approuvées par le gouvernement israélien et a souligné le fait que « toutes les activités de colonisation se font en violation du droit international ».

En septembre, il est apparu qu'Israël avait approuvé les projets de construction de 220 unités coloniales dans le voisinage de Jabal Al-Mukabbir, à Jérusalem Est occupée. Il est prévu que la construction de ces unités démarre dans les quelques mois à venir et fasse partie du projet d'expansion de la colonie de Nof Tzion, située à côté de Jabal Al-Mukabbir. L'organisation israélienne de défense des droits de l'Homme B'Tselem estime qu'en 2017, il y avait 208.000 colons

israéliens dans la municipalité de Jérusalem, ce chiffre ayant vraisemblablement augmenté depuis.

En août, les projets d'Israël pour étendre la colonie d'Amichai, située au nord de Ramallah, ont été révélés. Cette expansion prévoyait d'incorporer l'avant-poste voisin d'Adei Ad, préalablement logement d'Amiram Ben-Uriel – colon extrémiste israélien responsable de l'attentat incendiaire de 2015 contre la famille Dawabsheh. Cet attentat a tué trois membres de la famille chez eux à Duma, dont un bébé de 18 mois Ali, et a laissé son frère Ahmed orphelin. Les Palestiniens qui vivent près d'Armichai soulignent que toute nouvelle expansion de la colonie illégale leur interdira l'accès à leurs terres agricoles. Leur représentant juridique Shlomi Zecharia de l'ONG Yesh Din a accusé la politique israélienne de colonisation, déclarant :

*Les habitants des villages proches de l'avant-poste sont devenus les otages de la politique qui accorde d'abondantes récompenses et de riches cadeaux à des criminels idéologiques.*

Bien qu'Israël fasse une différence entre colonies et avant-postes, qui eux ne bénéficient pas de la reconnaissance officielle du gouvernement, les deux sont jugés illégaux selon le droit international qui interdit le transfert de populations civiles dans un territoire occupé.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Middle East Monitor](#)